

Notes de travail électroniques

Mai 2013



Éditorial



Humanisons les relations Nord-Sud

Par Jean-François BLEROT

Nous savons tous que les relations commerciales entre le Nord et le Sud de la planète sont déséquilibrées en faveur du Nord, bien sûr. Par la subvention, entre autres, à l'exportation de produits du nord, ceux-ci peuvent être vendus moins cher sur les marchés d'Afrique ou d'ailleurs que les produits locaux, ce qui a comme conséquence de « tuer » les productions locales (poulets, riz, ...). Les paysans doivent abandonner leurs terres pour migrer vers les grandes villes dans l'espoir de pouvoir y survivre. Cela ne fait qu'aggraver la situation des pays pauvres.

Heureusement une prise de conscience de ces « dysfonctionnements » se répand dans nos pays et le commerce équitable commence à être pris au sérieux non seulement par les consommateurs de nos pays mais aussi par de grandes marques de supermarché. L'ACi contribue à cette prise de conscience et c'est très bien. Beaucoup de nos membres font attention à promouvoir le commerce équitable lors de leurs achats.

« Le but du commerce équitable est de rendre les populations défavorisées du Sud plus autonomes et de leur donner la possibilité de se développer par elles-mêmes, sans compter sur une aide extérieure. Il s'agit bien d'une relation commerciale qui valorise, auprès des consommateurs du Nord, la créativité et l'expertise des travailleurs du Sud. Contrairement au commerce conventionnel, le commerce équitable est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect. Le commerce équitable, c'est donc une réponse aux inégalités, un modèle économique alternatif qui tente de remettre l'économie au service de l'humain et de son environnement ».¹

En chiffres : 2.5 millions de producteurs répartis dans 70 pays en bénéficient pour un chiffre d'affaire dans le monde de 5 milliards d'euros ; plus de 2.000 produits (café,

¹ Voir « Comprendre le commerce équitable » publié par OXFAM Magasins du Monde.

banane, ...) sont vendus sous les labels de « commerce équitable » ou « Fair Trade » (Max Havelaar, ...).

En tant que consommateur, nous avons un énorme pouvoir pour faire changer le commerce que ce soit non seulement avec les pays pauvres mais aussi dans notre propre pays, notre région car le commerce équitable doit aussi concerner nos habitudes de consommation de produits locaux. Nos producteurs méritent aussi un juste salaire et le respect des supermarchés.

Nous pouvons humaniser le commerce et mettre au centre de nos priorités l'humain et non l'argent.

Site à visiter : <http://www.oxfammagasinsdumonde.be/thematiques/commerce-equitable/>

Sommaire du numéro 9 - mai 2013

- Prière

- Dossier - Pour une solidarité planétaire

- De mondes séparés à un monde globalisé
- Analyser et agir
- La Chine en ce début du 21^e siècle
- Deux exemples d'entreprises qui respectent l'humain

- Spiritualité

- "Donnez-leur vous-mêmes à manger"

- Vie ACi

- Le décès de Marie-Jeanne Ledecq
- L'ACi au fil du temps

- Solidarité internationale

- Soutenez un projet à Haïti !

- Lu pour vous

Prière

Tous du même pays

Chantal Eden

On est tous du même pays, la terre.
On a tous comme seule frontière,
Son cœur.
Quand on rit des mêmes folies,
Qu'on s'aime,
On est tous de la même couleur.

On a les mêmes yeux
Pour regarder la vie.
On a la même envie
De liberté aussi.

On a tous dans le cœur

L'image d'un monde en paix.
On rêve d'un ailleurs
Pour trouver le bonheur.

Avoir envie d'apprendre
Tout ce qui nous rassemble,
Faire de nos différences
La richesse d'être ensemble.

Comprendre que la vie
N'est jamais qu'un miroir,
Laisser tous nos espoirs
Bâtir un monde meilleur.

Dossier : Pour une solidarité planétaire

De mondes séparés à un monde globalisé ?



Par Jacques BRIARD

Ancien permanent à Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble, Collaborateur au magazine

L'appel

Elle est à présent dépassée l'appellation Tiers-Monde, voire même celle de Quart-Monde. Mais si l'on parle de plus en plus d'un monde globalisé, ne sont-ce pas deux mondes qui existent désormais tant au nord qu'au sud de notre planète ? Avec richesses et pauvretés, développements et injustices.

Réunie en avril 1955, la conférence de Bandoung réunissant les représentants de 29 pays d'Afrique et d'Asie avait condamné le colonialisme et l'impérialisme, ainsi qu'affirmé le neutralisme vis-à-vis des pays occidentaux, qui possédaient encore pas mal de colonies, et

des pays communistes. Elle avait aussi marqué l'émergence du Tiers-Monde sur la scène internationale.

Peu après, l'Afrique connaissait l'accession à l'indépendance d'une série de pays africains ainsi que le 21 mars 1960, en Afrique du Sud, le massacre de Sharpeville, qui fit 69 morts et marqua le début de la lutte armée contre le régime de l'apartheid pratiqué dans ce pays de 1948 à 1994. De là le fait que cette date est désormais celle de la Journée mondiale de lutte contre le racisme, alors qu'en 1960, elle ne retint guère l'attention en Belgique où se préparait la proclamation de l'indépendance de l'ex-Congo belge pour le 30 juin 1960.

Pour rappel, celle-ci intervint après quelques mois de négociations marqués par deux « Tables rondes ». Comme l'explique très clairement David Van Reybrouck dans son livre *Congo, une histoire*, la première de ces « Tables rondes » traita de l'accession à l'indépendance politique de l'ancienne colonie, tandis qu'il fut question des problématiques économiques et sociales lors de la deuxième. Cela se fit entre les seconds des dirigeants politiques congolais - alors en campagne électorale - et les experts belges qui étaient des anciens professeurs de quelques uns des premiers ! Résultats : dans ce cas-ci, comme dans ceux de bien d'autres colonies, il ne fut pas question alors d'une accession à l'indépendance économique ! Vinrent ensuite pas mal de néocolonialismes....

De la première décennie du Développement

Toutefois, à l'instigation de l'Organisation des Nations Unies, les années '60 furent celles de la première décennie du développement. Elles furent imprégnées de l'idée selon laquelle il fallait aider les ex-colonies à se construire et à rattraper leurs retards au plan économique grâce aux richesses naturelles se trouvant sur leurs sols et sous-sols. De là, diverses initiatives qui furent lancées au niveau de l'ONU et de ses pays membres tant par les Gouvernements que par la société civile. Ce fut le cas en Belgique avec l'Opération 11.11.11 regroupant - fait toujours remarquable - des ONG appartenant aux « piliers » (catholique, socialiste et libéral) de la société belge ou encore avec le lancement de Carêmes de Partage au sein des Eglises de pays du Nord qui amena, du côté catholique, à la création, avec siège à Bruxelles et Entraide et Fraternité comme membre, de la CIDSE ou Coopération Internationale pour le Développement Socio-Economique. Celle-ci deviendra par la suite Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité, soit un changement d'appellation assez significatif de l'évolution de la conception, du moins pour certains, des relations entre pays du Nord et du Sud !

Par ailleurs, diverses voix du Nord comme du Sud se sont élevées pour montrer que les habitants des pays du Nord ne vivaient pas dans un paradis terrestre. Ainsi, comme l'écrit le regretté Xavier Mabille dans sa magistrale *Nouvelle histoire politique de la Belgique*, « il serait faux de croire qu'il y eut alors une prospérité générale, aux 'fruits' également répartis entre tous, comme tend à l'accréditer après coup le mythe des *golden sixties*. La persistance et la gravité d'une certaine pauvreté amenèrent, en 1965, un grand nombre d'organisations sociales et caritatives privées à coordonner leur action au sein d'une 'Action nationale pour la sécurité vitale' qui tint une importante journée nationale le 15 avril 1967, en présence de la reine Fabiola : à cette date, cette ANSV estimait que 900.000 des habitants de notre pays, soit 10 % de la population, se voient exclus du minimum vital et social. ». Et c'est l'ANSV qui publia le « Manifeste des déshérités ».

De même, à la suite d'interpellations venues de pays du Sud – dont celles du Brésilien Dom Helder Camara, ancien secrétaire de la Conférence des évêques latino-américains (CELAM), archevêque d'Olinda et Recife et grande figure de Vatican II – fut proposée en 1971 et dans le cadre de l'Eglise catholique la campagne d'Avent qui devait amener à la création de l'Action Vivre Ensemble pour faire connaître et soutenir des projets menés chez nous contre la pauvreté et l'exclusion. Avec pour objectifs de ne pas se contenter de faire une collecte annuelle, mais bien de mener une démarche permanente, pluraliste – c'est-à-dire ne soutenant pas que des initiatives d'Eglise – et allant jusqu'à des interpellations politiques. Aussi, invité à lancer une des premières campagnes Vivre Ensemble, l'abbé Pierre avait félicité les Belges d'avoir ajouté l'Action Vivre Ensemble à Entraide et Fraternité, comme cela fut aussi fréquemment souligné dans les pays du Sud par les partenaires de cette dernière.

...à la Mondialisation néo-libérale

Avec la « crise » - terme bien contestable - des années '70, il fallut continuer à promouvoir la solidarité envers les plus vulnérables habitant tant au Nord qu'au Sud de la planète. Ce ne fut pas chose facile, car comme le disait Dom Helder Camara, on est félicité quand on donne du pain aux pauvres, mais traité de communistes quand on prend position contre les agissements des entreprises multinationales et la course aux armements (nucléaires), ainsi que pour la réforme de structures ou pour la mise en place d'une véritable autorité politique universelle pourtant déjà réclamée par le pape Jean XXIII dans sa célèbre encyclique « Pacem in terris » d'avril 1963. Quant à Paul VI, il parlera, lui, du développement des peuples comme nouveau nom de la paix.

Ce ne fut assurément pas facile non plus de mettre fin à des dictatures en Amérique latine et en Asie, d'organiser en Afrique des Conférences nationales plus ou moins fructueuses, de voir émerger des démarches novatrices, qu'elles fussent politiques, syndicales ou théologiques (comme les théologies de la libération et contextuelle), alors qu'au lendemain de Vatican II, le synode des évêques avait pourtant affirmé : « le combat pour la justice et la transformation du monde nous apparaissent pleinement comme une dimension constitutive de la prédication de l'Evangile qui est la mission de l'Eglise pour la rédemption de l'humanité et sa libération de toute situation oppressive. ».

Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, promouvoir la solidarité entre les peuples est même devenu plus difficile encore depuis 1989 après la chute du Mur de Berlin et la fin de la guerre froide en raison du développement de la mondialisation à la sauce néo-libérale.

On a certes par exemple connu en 1990 – soit un après la chute du Mur de Berlin ! - l'accession à l'indépendance de la Namibie et la libération de Nelson Mandela, mais aussi bien des changements, dont l'arrivée sur le plan mondial de pays émergents comme le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Qatar à la fois pour leur propre développement et pour leurs implantations à l'étranger. Qu'il suffise de penser à l'acquisition par la Chine de terres et d'entreprises minières en Afrique ou au fait que nos brasseries Jupiler et Artois font désormais parties du consortium INBEV. Sans oublier la politique de l'Indien Mital, pas plus appréciée en Inde que dans les bassins sidérurgiques liégeois et lorrains...

De là, pour terminer ce rapide rappel, l'affaiblissement du pouvoir des Etats si grands soient-ils et d'une Union européenne ou encore des gendarmes internationaux que devraient être ONU, FMI, Banque Mondiale et OMC...



Interview réalisée par Monique GILLES et Jacques BRIARD

Dans un monde de plus en plus globalisé, citoyens et citoyennes se sentent très souvent déboussolés, quelles que soient les compétences et les critères éthiques acquis, y compris pour les catholiques se référant aux messages de l'Évangile et de l'enseignement social de leur Église.

De là le besoin de procéder à des analyses et aussi celui de participer à des actions, dont celles des petits David contre les grands Goliath d'aujourd'hui, car elles peuvent aider à construire progressivement un monde plus humain et plus fraternel. C'est ce à quoi invitent l'ONG Entraide et Fraternité, l'Action Vivre Ensemble et Vivre Ensemble Education.

« A Entraide et Fraternité, rappelle Carmelina Carracillo, responsable du service politique de cette ONG de coopération au Développement et service d'Église, nous nous efforçons de remplir trois missions : le soutien à des partenaires travaillant parmi les pauvres de pays de l'hémisphère Sud, la sensibilisation des communautés chrétiennes et de l'opinion publique à la solidarité internationale et le développement d'analyses des causes des pauvretés existant au sein et entre les pays afin de mettre en place des leviers politiques. » .

Ce travail, Entraide et Fraternité le mène du fait que les gens ont de plus en plus perdu leur grille de lecture de ce qui leur arrive. Exemple : si les agriculteurs connaissent sans doute bien ce qui se passe au niveau de la Politique Agricole Commune européenne (PAC), il n'en est certainement pas de même pour la majorité des citoyens-consommateurs. Or, les causes de la faim dans le monde ne sont pas étrangères aux politiques agricoles, européenne et autres.

Interdépendance, éthique et transition

De là, pour notre interlocutrice, le premier enjeu à relever, qui est celui de l'interdépendance. Car il y a des liens entre malbouffe et agrobusiness, entre chômage et délocalisations.

Ethique et plus qu'économique : ainsi qualifie-t-elle le deuxième enjeu à prendre en compte : « Les chrétiens font partie avec d'autres des êtres humains en marche qui doivent être solidaires des victimes de la malnutrition, des violences et des injustices. Mais aujourd'hui, c'est l'argent qui est au centre du monde et au service de seulement quelques groupes. Oui, l'enjeu est encore plus éthique qu'économique... ».

Un troisième enjeu est celui de la transition et de la réponse au découragement qu'éprouvent souvent des citoyens et citoyennes face aux grandes puissances de l'argent. « Il y a en effet, souligne Carmelina Carracillo, assez d'études scientifiques réalisées au Nord comme au Sud qui montrent qu'un autre monde est possible, notamment grâce à des outils juridiques existant déjà, mais aussi à travers les actions menées par des partenaires actifs sur le terrain et bénéficiant d'appuis financiers émanant de campagnes comme les Carêmes de Partage, de dons et de cofinancements publics divers.

C'est pour cela qu'Entraide et Fraternité travaille aux niveaux communal, régional, fédéral, européen et même mondial, en allant jusqu'à consulter ou interpeller des cadres du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, mais aussi des dirigeants des pays du Nord comme du Sud, car ces derniers ont aussi des responsabilités au sujet de l'état actuel du monde.

Ce travail, Entraide et Fraternité ne le mène heureusement pas toute seule, mais bien en réseaux et notamment dans le cadre du Centre National de Coopération au Développement CNCD-11.11.11 et de la Coopération Internationale pour la Coopération et la Solidarité (CIDSE), dont l'ONG fait partie avec une quinzaine d'autres organisations catholiques en charge de campagnes de Carêmes de Partage de leurs pays. De là aussi des coproductions avec, par exemple, le Centre Tricontinental de Louvain-la-Neuve (CETRI).

La pauvreté, constitutive de notre société

C'est une même démarche que propose Isabelle Franck, membre de l'équipe d'Action Vivre Ensemble et Vivre Ensemble Education, à propos de notre propre société.

Pour elle, la pauvreté qui est toujours vécue chez nous est une question de relations interpersonnelles et avec le monde dominant, mais elle est aussi constitutive de notre société. Et de citer l'analyse publiée en 2011 par Vivre Ensemble Education sous le titre « Pour lutter contre la pauvreté : passer du 'eux' aux 'nous' » : « Parler des pauvres, de la pauvreté ? C'est ce que font le plus souvent ceux qui se préoccupent de justice sociale - citoyens et politiques - qui se trouvent généralement 'du bon côté de la barrière'. Les questionnements fondamentaux suscités par la crise globale que nous connaissons nous invitent à dépasser la division de la société entre riches et pauvres. Lutter contre la pauvreté, c'est avant tout refuser *ensemble* un système qui broie des existences – et pas uniquement celles des pauvres – et construire *ensemble* une société fondée sur d'autres valeurs. ».

En d'autres termes encore, Isabelle Franck invite à penser « Nous tous » et aussi à « passer du Je au nous », ce qui, soit dit en passant, reste encore souvent si difficile pour les chrétiens et pour leurs Eglises. « Car, souligne-t-elle, la crise que nous avons connue en 2008 est un défi qui nous oblige à penser ensemble. ».

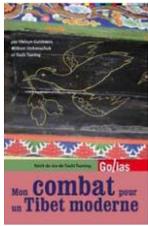
Pour progresser à ce sujet, l'Action Vivre Ensemble a, par exemple, fait visiter des initiatives locales de lutte contre la pauvreté par des économistes critiques comme Elena Lasida et Christian Arnspenger. De telles rencontres ont permis d'importantes et nécessaires découvertes.

Nécessaires et importantes aussi sont les actions politiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Vivre Ensemble participe aux Réseaux de Lutte contre la Pauvreté qui se sont formés dans notre pays.

Reconnaissant qu'il est difficile de travailler ensemble sans paternalisme pour lutter contre pauvretés et exclusions, Isabelle Franck souligne encore tout ce qu'il faut apprendre des expériences de terrain, comme plusieurs dizaines de celles soutenues chaque année à travers la campagne d'Avent. Et de citer comme exemple l'association Socrates. Créée dans les Ardennes en 2007 et avec pour objet social la remise debout de personnes fragilisées, celle-ci a lancé divers services, dont une maison d'accueil pour familles à Barvaux, un resto solidaire et des jardins partagés, mais en impliquant les pouvoirs publics, locaux et autres. « Parce que, précise notre interlocutrice, il ne faut pas attendre que les politiques agissent. ».

De là cette conclusion de Carmelina Carracillo et Isabelle Franck : « Dans la lutte contre les pauvretés, il n'y a désormais plus de réponses toutes faites. ». Qu'on se le dise !

La Chine en ce début du 21^e siècle



Par André LACROIX

(L'auteur de cet article a traduit *Mon combat pour un Tibet moderne*. Récit de vie de Tashi Tsering, Éditions Golias, 2010)

Il y a quarante ans tout juste, Alain Peyrefitte publiait son célèbre essai *Quand la Chine s'éveillera*. Le moins qu'on puisse dire est que ce réveil a été spectaculaire. Après des siècles de domination européenne et puis états-unienne, on peut sans doute affirmer que le 21^e siècle sera marqué par l'hégémonie chinoise.

Un tel bouleversement ne peut manquer de réveiller chez nombre d'Occidentaux la hantise du péril jaune et, pour conjurer leur peur, ils s'empressent de transformer la Chine en repoussoir. Que cet immense pays, confronté à d'énormes problèmes, fasse l'objet de sévères critiques, cela peut se comprendre. Encore faut-il raison garder.

Le **non-respect des droits de l'homme** constitue sans doute le principal chef d'accusation formulé par l'Occident à l'égard de la Chine. On peut, bien sûr, regretter que les progrès en matière de libertés individuelles en Chine, soient trop lents, mais on ne peut nier qu'ils existent. Il suffit, par exemple, d'acheter le *China Daily*, en vente dans la Chine entière, pour se rendre compte que la Chine est loin d'être un monolithe figé : du moment qu'on ne critique pas la prééminence du Parti communiste et qu'on ne met pas en cause l'intégrité du territoire, on peut très largement s'exprimer en Chine, sur bien des sujets : on peut, par exemple, critiquer sévèrement la politique économique, dénoncer ouvertement la corruption, on peut même discuter de la peine de mort, etc. Bien sûr, tout est loin d'être parfait ; mais il ne faut jamais oublier que la Chine, comme de très nombreux autres pays dans le monde, n'a connu ni la Renaissance ni la philosophie des lumières qui ont promu les libertés individuelles ; tout au long de son histoire millénaire fort marquée par le confucianisme, la Chine a privilégié les valeurs sociales et cette tendance s'est naturellement perpétuée avec l'avènement au pouvoir des communistes.

Et, sous le rapport du respect d'autres droits de l'homme fondamentaux que sont le droit à la nourriture, le droit à l'éducation et le droit à la santé, la Chine n'a pas à rougir quand on la compare avec d'autres pays à propos desquels on se pose moins de questions. Depuis la fin des années 1980, la Chine a sorti plus de 400 millions de gens de l'extrême pauvreté ; c'est du jamais vu dans l'histoire mondiale. La faim a été éradiquée : ça fait un cinquième de la population mondiale qui échappe désormais à ce fléau ; ce n'est pas en Chine qu'on verra des « émeutes de la faim ». La mortalité infantile en Chine est trois fois inférieure à celle de l'Inde, vantée pour son système démocratique. L'OIT (Organisation internationale du Travail) cite deux pays comme modèles en ce qui concerne l'éradication efficace du travail des enfants : le Brésil et la Chine ; le voisin indien compte encore 40 millions d'enfants au travail.

Pour nous Occidentaux, il n'y a pas de démocratie sans multipartisme et sans « élections libres ». Il n'en va pas de même en Chine, où existent de véritables élections au niveau local, élections inscrites dans un système de parti unique qui est généralement accepté par la

population. Si la Chine ne connaît pas le suffrage universel, il est inexact de dire que l'opinion publique n'y joue pas un rôle important. Comme le fait remarquer Chenva Thieu, le « Monsieur Asie » de l'UMP, « on considère en France comme valable un sondage basé sur l'opinion de 800 personnes, à laquelle on fait subir divers ajustements destinés à la faire devenir 'représentative' [...] Personne ne remet ceci en question. Que dire alors d'un sondage réel portant sur 75 millions de personnes (les membres du Parti communiste chinois), qui passent une partie de leurs temps de réunions à voter ? »

Autre critique généralement adressée à la Chine : sa politique de l'enfant unique, considérée par beaucoup d'Occidentaux comme une violation inacceptable de la liberté individuelle. Sans conteste, cette politique va provoquer, et provoque déjà, de sérieux problèmes sociétaux. Mais ceux qui de l'extérieur stigmatisent la Chine doivent savoir que, si cette restriction n'avait pas été imposée par Deng Xiaoping, la population chinoise compterait aujourd'hui 140 millions d'habitants supplémentaires ! Il faut aussi savoir que la politique de l'enfant unique ne s'applique pas aux minorités ethniques, mais seulement à l'ethnie Han (qui représente un peu plus de 90% de la population totale de la Chine).

Un autre reproche adressé à la Chine est sa politique africaine. Bien évidemment, il s'agit ici de *realpolitik* : le développement économique de la Chine rend nécessaire l'acquisition de matières premières. Mais on comprend difficilement que des pays qui ont colonisé le monde et qui continuent, par leur néocolonialisme, à appauvrir des continents entiers puissent exiger que la politique chinoise n'obéisse qu'à des impératifs philanthropiques... Dans sa conquête de marchés nouveaux, la Chine bénéficie d'atouts considérables que n'ont pas les pays occidentaux : elle ne traîne pas un lourd passé colonial, elle n'impose pas de conditions hypocrites de respect des droits de l'homme, elle peut se présenter comme un pays qui était encore sous-développé il y a cinquante ans. Et même si elle tire de substantiels avantages du sol africain, la Chine contribue aussi, par ses investissements dans les transports ferroviaires et routiers ainsi que dans les télécommunications, à rompre l'isolement économique de ce continent.

Il est encore bien d'autres problèmes que doit affronter la Chine. Il s'agit de défis gigantesques à la mesure de l'énormité du pays, des défis dont sont bien conscients les dirigeants chinois et qu'ils ont commencé à relever.

Commençons par les **problèmes écologiques**. Du fait de son industrialisation (trop) rapide, la Chine connaît de terribles atteintes à son environnement : désertification, pollution de l'air et de l'eau, gaz à effet de serre. Ici aussi, les choses sont en train de changer. Les « émeutes vertes » se multiplient en Chine, qu'il s'agisse de protester contre une tannerie, une raffinerie de pétrole ou une pollution au plomb, etc. Il semble bien que les autorités chinoises aient pris la mesure du problème et soient décidées à se saisir de ce problème à bras-le-corps. C'est ainsi que le douzième plan quinquennal qui couvre la période 2011-2015 accorde une large place à la lutte contre la pollution et au développement d'une économie verte. Il fixe notamment l'objectif de faire passer de 8 à 11,4% la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie primaire. Il prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre, une diminution de 8 à 10% des émissions de ses polluants majeurs, une augmentation du couvert forestier...

Autre défi de taille : la lutte contre la **corruption**, une tare qui gangrène la nation. Le nouveau président Xi Jinping s'est engagé à combattre ce fléau. Il a fait de la lutte contre la corruption une priorité de son mandat. Il semble bien décidé à mettre toutes ses forces dans la bataille. L'immense majorité des Chinois compte sur lui pour débarrasser le corps social de ses membres corrompus.

Mentionnons encore de graves **problèmes socio-économiques** comme le fossé entre les riches et les pauvres, la disparité flagrante entre les villes en plein boom et la campagne à la traîne, la situation alarmante des travailleurs migrants, etc. Ce sera une autre priorité du nouveau gouvernement chinois d'instaurer une plus grande justice sociale entre les individus et les régions. L'avenir nous dira si le modèle chinois, cette curieuse synthèse entre communisme et capitalisme sera à même d'y parvenir.

Reste une autre épine dans le pied du géant chinois : les revendications centrifuges de certaines minorités et singulièrement de la **minorité tibétaine**. Disons ceci pour faire court : quelles qu'aient été les erreurs du gouvernement chinois quand il a tenté en vain d'extirper le bouddhisme qui tient à la fibre des Tibétains, le problème apparaît bien aujourd'hui aux observateurs sérieux comme essentiellement géopolitique. Pour ceux qui ont été sur place et qui ont vu l'abondance et la richesse des monastères et l'omniprésence des moines, il est évident que le prétendu génocide culturel est une fable entretenue de l'extérieur par de puissants lobbies. Ce que Pékin combat aujourd'hui – parfois maladroitement, il est vrai –, ce n'est pas la religion, mais l'instrumentalisation de la religion à des fins séparatistes. Si le dalaï-lama veut rentrer au pays, il sait ce qu'il a à faire : mettre fin à son « gouvernement en exil », reconnaître une fois pour toutes que le Tibet fait partie de la Chine, condamner les prétentions indépendantistes de certains de ses adeptes et abandonner toute tentative de restaurer la théocratie. Moyennant ces conditions, les autorités de Pékin seraient toutes prêtes à l'accueillir comme leader spirituel et seulement spirituel.

Cette petite note n'a pas la prétention de faire le tour de la réalité chinoise. De nombreuses publications existent sur le sujet comme, par exemple, le remarquable essai d'Éric de La Maisonnette, justement intitulé *Chine. L'envers et l'endroit* (éditions du Rocher, 2012). Il ne faut par ailleurs jamais oublier que la Chine n'obéit pas à la même logique que celle qui a cours en Occident. En Chine, rien n'est tout à fait noir, ni tout à fait blanc. Le yin et le yang sont indissolublement mêlés. La philosophie chinoise est en cela très éloignée de notre mode de pensée cartésien.

Deux exemples d'entreprises qui respectent l'humain

Par Marie-Pierre JADIN

Au Niger avec Pauline Douramane

Pauline Douramane : ce nom ne vous dit peut-être rien... Pourtant, cette jeune femme nigériane est membre d'une équipe ACi dans son pays. Elle a participé aux assemblées générales du MIAMSI à Malte et à Fortaleza.

Si nous parlons d'elle aujourd'hui, dans ces lignes, c'est parce qu'elle est à l'origine d'une entreprise dans la région de Tahoua. Diplômée en Droit, cette femme a compris, lors de visites des sites de valorisation des déchets en Belgique, que ces amas d'immondices, que nous regardons parfois avec dédain ou mépris, ont pourtant une valeur et sont d'une grande utilité. Elle a donc créé une unité de production du compost, un engrais fabriqué à base de fumier, de jacinthe d'eau et de phosphore.

« Compost Niger » est né en 2007 ; il produisait à ses débuts 3,5 tonnes d'engrais par jour avec un personnel réduit composé d'un agronome, de quelques membres de l'ONG et de trois employés. Compost Niger dispose aujourd'hui d'une vingtaine d'employés et d'un réseau de partenaires à travers lequel plusieurs emplois indirects sont assurés aux jeunes nigériens. Mieux encore, de 3,5 tonnes/jour, Compost Niger est passé aujourd'hui à 20t/jour. Le compost produit par cette entreprise nigérienne convient aux cultures pluviales, maraichères

et irriguées et ne présente aucun danger pour la santé humaine ou végétale, étant un produit entièrement biologique.

Pauline Douramane souhaiterait à présent délocaliser les unités de production pour que le compost produit puisse servir à toutes les régions du pays.

En Inde avec Bunker Roy

Plus connu, plus médiatisé, Bunker Roy est le créateur de l'université des Va-nu-pied : cet Indien privilégié qui n'avait jamais côtoyé la misère, a un jour découvert un village décimé par la famine. Il décide alors de devenir ouvrier, et travaille pendant 5 ans à la création de puits. Convaincu, après avoir vécu auprès de villageois démunis, que chaque homme possède en lui-même les ressources pour s'en sortir, il décide de créer Université des Va-nu-pieds. Selon lui, les personnes illettrées ou très démunies possédaient énormément de ressources, de connaissances, mais qui n'étaient pas considérées ni valorisées.

Dans cette université, on ne reçoit pas de diplôme, mais on y échange des savoirs et des savoir-faire ancestraux, utiles au monde. Les élèves ont construit eux-mêmes les bâtiments de leur université ; celle-ci est alimentée exclusivement par des panneaux solaires et des pompes hydrauliques et est donc indépendante énergiquement.

Les femmes, selon Bunker Roy, sont championnes pour apprendre une technique utile (par exemple, la construction, de A à Z, de lampes à énergie solaire) et la valoriser à leur tour auprès d'autres personnes.

Les enfants ne sont pas oubliés : s'ils doivent garder les troupeaux la journée, ils ont la possibilité de suivre l'école le soir, et ils ont leur parlement.

Pour Bunker Roy, un professionnel est quelqu'un qui possède « une certaine combinaison de compétence, de confiance et de conviction ».

L'initiative de cet homme a aussi ses détracteurs, comme toute entreprise utopique... mais il de comparer les avantages de ce genre d'action avec ses inconvénients... On se doute bien de quel côté penche la balance.

Enfin, pour compléter le tableau, nous vous invitons à voir le très beau documentaire de Marie-Monique Robin : « Les moissons du futur ». Présentation sur <http://www.arte.tv/fr/les-moissons-du-futur/6815836.html>

SPIRITUALITÉ

Donnez-leur vous-mêmes à manger !

Pour une solidarité planétaire



Par Cécile JACQUERYE-HEUSERS

Qui ne connaît le récit de la multiplication des pains ? L'épisode est relaté par les quatre évangélistes, avec des variantes bien sûr. Écoutons la version de Luc :

Les apôtres revinrent et racontèrent à Jésus tout ce qu'ils avaient fait. Il les emmena et se retira avec eux seuls près d'une localité appelée Bethsaïde. Mais les gens l'apprirent et le suivirent. Jésus les accueillit, leur parla du Royaume de Dieu et guérit ceux qui en avaient besoin. Le jour commençait à baisser ; alors les douze s'approchèrent de Jésus et lui dirent : « Renvoie tous ces gens, afin qu'ils aillent dans les villages et les fermes des environs pour y trouver à se loger et à se nourrir, car nous sommes ici dans un endroit isolé. » Mais Jésus leur dit : « Donnez-leur vous-mêmes à manger ! » Ils répondirent : « Nous n'avons que cinq pains et deux poissons. Voudrais-tu peut-être que nous allions acheter des vivres pour tout ce monde ? » Il y avait là, en effet, environ cinq mille hommes. Jésus dit à ses disciples : « Faites-les asseoir par groupes de cinquante environ. » Les disciples obéirent et les firent tous asseoir. Jésus prit les cinq pains et les deux poissons, leva les yeux vers le ciel et remercia Dieu pour ces aliments. Il les partagea et les donna aux disciples pour qu'ils les distribuent à la foule. Chacun mangea à sa faim. On emporta douze corbeilles pleines des morceaux qu'ils eurent en trop.

Luc, 9, 11-17

Quels sont donc les acteurs de ce récit ? La foule (5000 hommes), les apôtres (les douze) et Jésus. Observons un instant l'attitude des apôtres et ces paroles étonnantes : *Renvoie tous ces gens, afin qu'ils aillent dans les villages et les fermes des environs pour y trouver à se loger et à se nourrir...*

On imagine cette foule immense affamée, affamée parce que le soir tombe et qu'elle n'a rien mangé, mais affamée surtout de guérison et de vie. Les apôtres, eux, ont apparemment quelque chose dans leur besace car ils n'ont pas l'air d'être dans le besoin. Entre ces deux groupes d'acteurs, Jésus, une fois de plus, invite à se déplacer, au sens propre et au sens figuré : *Allez-y vous-mêmes, les copains, donnez-leur vous-mêmes à manger...*

Si nous nous arrêtons quelques instants à cette attitude des apôtres, ces « *happy few* » dont nous sommes, nous qui avons à manger tous les matins. Quelle est notre attitude vis-à-vis de la foule immense qui crie sa faim sur notre terre ? Les centaines de millions d'êtres humains sans le minimum vital, les travailleurs que la crise a privés de gagne-pain, les milliers de chômeurs en Grèce, en Espagne ou chez nous... N'avons-nous pas, nous aussi, envie de leur dire : *Allez donc vous chercher à manger*, en d'autres termes, *Retrouvez-vous les manches et travaillez un peu !*

La phrase de Jésus résonne alors à nos oreilles : *Donnez-leur vous-mêmes à manger*. On peut la comprendre de manière légèrement culpabilisante : *Partagez donc ce que vous avez en abondance*. Mais il s'agit plus que de partager, il s'agit de prendre notre responsabilité de la situation. Le déséquilibre entre riches et pauvres est criant... quelle action pouvons-nous avoir pour y remédier ? Comment achetons-nous ? Comment plaçons-nous notre argent ? Avons-nous le courage de changer notre vie pour changer le monde ?

Jésus ne culpabilise pas, il n'oppose pas la foule aux apôtres, comme parfois on aurait tendance à le faire. A opposer les « purs », les idéalistes, ceux qui luttent contre la société de consommation, aux « impurs », les capitalistes et les multinationales sans scrupule. Jésus invite à des « chemins de traverse ». A regarder nos ressources et à nous organiser tous ensemble.

Dans son livre stimulant, *Chemins de traverse. Vivre l'économie autrement*², Emmanuel Faber, vice-président de Danone, multinationale de l'alimentation (tiens donc !) nous invite lui aussi à nous déplacer. Pourquoi accuser le système (le capitalisme, la finance mondiale) ?

² Emmanuel FABER, *Chemins de traverse. Vivre l'économie autrement*. Albin Michel 2011

Je suis, nous sommes tous, le système, dit-il. Loin d'opposer l'économique au social, Emmanuel Faber plaide pour une économie qui soit notre « oikos » c'est-à-dire notre maison. On a opposé le social et l'économique, mais ils sont les deux facettes d'une seule et même réalité. La frontière entre les deux passe au cœur de notre conscience, nulle part ailleurs (p.120).

Son témoignage est étonnant : expériences de « *social business* » au Bangladesh ou au Sénégal, chaire « *Entreprise et pauvreté* » dans une haute école de commerce, en collaboration avec Muhammad Yunus. *A l'opposé de l'idée selon laquelle l'entreprise doit maximiser la valeur pour ses actionnaires, le social business propose un modèle où la totalité de la valeur créée est partagée avec la communauté des autres parties prenantes de l'entreprise (p. 87).*

Au lieu de diviser par le profit, le social business multiplie par le sens (p.91). Tiens donc ! Incroyable multiplication des pains ! Une histoire toujours actuelle... qu'en pensez-vous ?

Vie ACi

Décès de Marie-Jeanne Ledecq

Il ne faut pas pleurer pour ce qui n'est plus. Il faut sourire pour ce qui a été. (M>Yourcenar). Marie-Jeanne Lambotte, épouse Ledecq, a rejoint la maison du Père le 4 mai dernier. Elle avait 76 ans. Figure bien connue de l'ACi en Brabant Wallon et principalement à Nivelles, Marie-Jeanne a toujours été chrétiennement fort engagée tant dans sa vie familiale qu'en paroisse, et en ACi où elle a assumé diverses responsabilités en région et en secteur.

Son souvenir restera vivace pour tous ceux et celles qui ont fait un bout de route avec elle et auront pu apprécier sa grande générosité et sa disponibilité sans faille.

Nos pensées et nos prières vont à Henri son époux, à Sophie, Stéphane, et Aldo ses enfants, et à ses sept petits-enfants qu'elle chérissait avec passion.

L'ACi au fil du temps

Par Françoise VAN THIENEN

Comment s'est-elle laissée questionner par les événements et les différents courants de pensée, et comment les a-t-elle questionnés à son tour ?

Pour refaire ce parcours, nous vous proposons de suivre les interprétations qu'elle a successivement données à ses initiales.

- Au tout début, le mouvement ne s'appelait pas ACi mais FFCB, c'est-à-dire « Fédération des Femmes Catholiques Belges », branche des « Mouvements d'Action Catholique », initiés par le Chanoine Cardijn, s'adressant aux femmes des classes moyennes, de la bourgeoisie et de l'aristocratie. C'est de là que vient notre identité : d'une part nos options, symboliquement exprimées par « le journal dans une main, l'Évangile dans l'autre » ; d'autre part nos structures de base : une méthode de travail : « voir – discerner – agir » et un cadre de vie : l'équipe. Un mouvement s'adressant donc aux femmes et qui les a préparées à vivre le grand courant d'émancipation de l'après-guerre. Souvenons-nous qu'elles ont obtenu le droit de vote en 1948 et qu'elles ont voté pour la première fois aux législatives et aux provinciales de 1949. C'est aussi

l'époque des premiers pas de l'Europe : CECA, Benelux, Déclaration des Droits de l'Homme. Cet avenir enthousiasme toute la société. Et l'Eglise, encore très mêlée à la société, organise ces mouvements et donne d'ailleurs mandat à ses responsables.

- Dans la suite, surtout depuis 1955, des contacts se nouent entre la FFCB et les mouvements de même inspiration dans les pays voisins : France, Italie, Portugal entre autres. Et en 1963, en plein concile, nous nous allions officiellement et sommes reconnus et mandatés par le Vatican comme « Mouvement International des Milieux indépendants : MIAMSI en raccourci. Or, ces mouvements frères, en France et en Italie, sont mixtes. Nous nous ouvrons donc à la mixité et changeons de nom pour devenir ACI : « Action catholique des milieux indépendants ».
- Que s'est-il passé ensuite pour que l'ACi se définisse par Agir en Chrétiens aujourd'hui ? Cette nouvelle interprétation met en évidence la personne (Agir) et cette personne se dit chrétienne. Car la société a profondément changé. Mai 68 a contesté l'autorité. La psychologie a révélé l'importance du sujet. Vatican II avait déjà souligné la primauté d'agir selon sa conscience et rappelé que c'est dès le baptême que le chrétien reçoit sa mission (la question du mandat devient donc secondaire). Ce baptême est commun aux orthodoxes, protestants et catholiques : tous sont chrétiens. Le souligner est le fait d'un œcuménisme en marche, d'autant que quelques anglicans participent à des équipes, d'Anvers et Liège entre autres.
- Enfin, en choisissant de dire « Agir en chrétiens informés », qu'avons-nous voulu exprimer ? A la fois l'importance de voir, écouter, ce qui se passe et ce qui se dit, mais aussi la place énorme que prend l'information aujourd'hui : les moyens techniques ont réduit le monde à un village. Mais en débarquant en masse dans nos maisons, ils nous entraînent dans un tel tourbillon que nous risquons d'y perdre nos repères. Qui croire ? Que croire ? Mais en croisant tant de cultures autour de soi, comment vivre heureusement ensemble ? Des questions que nous avons travaillées dans nos thèmes d'année !

Vous aurez reconnu là des interrogations que nous sommes nombreux à nous poser aujourd'hui en équipes. Les options du mouvement sont toujours bien présentes parmi nous.

Solidarité internationale

Haïti : création d'un Espace culturel et Sportif pour les Enfants abandonnés accueillis à « Dos Palais »

Par Jean-François et Denise DECOSTE

L'association de fait Timoun yo se avni a été fondée par Denise et Jean-François Decoste, peu de temps après le tremblement de terre qui a secoué Haïti. Le désir de créer une structure d'aide pour les Haïtiens est né après une célébration d'écritures, organisée par l'ACi à Wavreumont (autour d'un roman de l'auteur haïtien Dany Laferrrière).

Au village de Saint-Joseph de Dos Palais, créé en 2003, des orphelins, des enfants des rues, des « restavek » âgés **de 6 semaines à 16 ans, sont élevés dans des familles volontaires et choisies par les petites sœurs et petits frères de l'Incarnation.** Cette communauté, créée par Monseigneur Decoste 1^{er} Evêque de Hinche (Plateau Central), vit au milieu des Paysans.

Le frère Francklin Armand et Sœur Emmanuelle Victor sont les 2 co-fondateurs de cette communauté à 2 branches.

Denise et Jean-François Decoste, couple belge d'origine haïtienne, ont passé en août 2011 une semaine avec ces enfants orphelins de « Dos Palais » afin de leur donner espoir, de leur faire savoir qu'ils ne sont pas tout seuls et que la Belgique pense à eux. Ils sillonnent toute la Belgique pour parler de ces enfants, de leur sourire, de leurs chants, de leur joie de vivre.

Cette communauté des petits frères et des petites sœurs mène une action quotidienne auprès et avec les enfants maltraités ou blessés par les circonstances de la vie. Elle soutient et encadre les associations de paysans, les mouvements de femmes et de jeunes qui luttent pour la transformation de leur milieu de vie. Quiconque de bonne volonté de passage chez eux peut découvrir une autre image valorisante d'Haïti. Bien plus, c'est un pays qui a un patrimoine culturel, historique et culturel très riche, mais on le présente toujours comme le pays le plus pauvre du monde. On connaît très mal son histoire héroïque, sa richesse culturelle, ses flamboyants, ses plages sauvages et sa mer bleu d'azur.

Nous sollicitons une aide pour que ces enfants recueillis à « Dos Palais » puissent avoir accès à la culture Haïtienne. Devenez partenaires de ce projet : alors nous pourrions aménager **dans une première phase un Espace Culturel et Sportif comprenant :**

1. Une bibliothèque et une petite cafeteria où les enfants viennent pour apprendre à lire, écrire, avec une maman accompagnatrice.
2. Un atelier de peinture, un atelier de musique, un atelier de danse et de chants, des jeux de société...
3. Un aménagement d'un terrain sportif : base ball, basket, volley, tennis de table

Pour accomplir cette œuvre solidaire, nous recherchons des partenaires qui peuvent nous donner un appui financier **pendant 5 ans** pour acheter des livres, des ordinateurs et accessoires, une photocopieuse, des instruments de musique, de sport, des équipements et matériels sportifs et artistiques qui puissent aider les enfants à développer leurs talents. Nous cherchons pour la réalisation **de la première phase : 20.000€**. Nous nous engageons à faire un rapport financier annuel.

Cet **Espace Culturel et Sportif** sera un point central de rencontre et de partage. Ce sera le lieu de rendez-vous des enfants, où ils auront le loisir de lire, de s'amuser, d'écouter de la musique, de s'instruire et de se reconstruire après les traumatismes subis. En appuyant la construction de ce Centre, vous nous aidez à reconstruire Haïti en nous focalisant sur les Villes de Province où on trouve beaucoup d'enfants qui sont l'AVENIR d'Haïti, à combattre l'insécurité et la délinquance juvénile et surtout à encadrer nos enfants qui parfois n'ont aucun endroit pour se récréer, s'amuser et rêver à un lendemain meilleur. Les enfants, c'est l'avenir. Devenez partenaires de cette formidable initiative en versant vos dons à la Fondation Roi Baudouin dont les coordonnées sont reprises ci-dessus. Vous recevrez une exonération fiscale pour tout don annuel de 40€ ou plus (*Fondation Roi Baudouin, n° de compte BE10 0000 0000 0404 BIC: BPOTBEB1 de la Fondation Roi Baudouin L82557-000 avec la mention structurée « ***128/2557/00011*** »*). Coordonnées de l'association : **Timoun yo se aveni Association de fait** - Chemin de la Chaussée, 14 - 1430 Rebecq/Quenast - 067/67.00.96 - denisedecoste@skynet.be

Lu pour vous

Amin MAALOUF, *Le dérèglement du monde*, Paris, Grasset, 2009



Par Brigitte DAYEZ

L'effondrement du bloc communiste qui justifiait la guerre froide a entraîné la désarticulation des ententes entre les nations qui s'opposaient à lui. De nouveaux antagonismes sont nés, fondés sur une crispation identitaire, source de nouvelles guerres.

À cela s'ajoute une crise financière sans précédent, ainsi qu'une effrayante crise écologique. La santé de la planète n'est pas bonne.

Amin Maalouf parle de dérèglement du monde, titre du livre dont je vous recommande la lecture.

L'auteur nous invite à tenter de sortir de cette situation désastreuse par une nouvelle prise de conscience de notre vocation humaine, de notre être au monde et de notre regard sur les autres.

Les articles publiés dans les Notes de travail électroniques n'engagent que leurs auteurs, et le droit de réponse est ouvert à qui le souhaite



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles